

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205727]

3 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable en vue de la mise en place d'une cellule autonome d'avis en développement durable

Le Gouvernement wallon,

Vu la Constitution, l'article 7bis;

Vu l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie régionale de développement durable, l'article 9;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 avril 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 avril 2013;

Vu l'avis du Comité de secteur n° XVI, donné le 28 juin 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2013;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — La cellule d'avis en développement durable

Article 1^{er}. Il est institué une cellule d'avis en développement durable, ci-après dénommée « Cellule » au sein du Département du Développement durable du Secrétariat général du Service public de Wallonie.

Art. 2. La Cellule dépend administrativement de l'Inspecteur général du Département du Développement durable.

Art. 3. Le personnel de la Cellule est composé de trois agents de niveau A.

CHAPITRE II. — Des missions de la cellule d'avis en développement durable

Art. 4. La Cellule rend des avis relatifs à la prise en compte des principes du développement durable selon les modalités définies au Chapitre III.

Art. 5. La cellule d'avis en développement durable peut adresser d'initiative à chaque Ministre, pour les compétences qui le concernent, toutes suggestions susceptibles, sur le plan du développement durable, d'atteindre les objectifs visés, d'accroître l'efficacité des moyens engagés, d'améliorer le fonctionnement des services de l'administration et d'optimiser les impacts économiques, environnementaux et sociaux de l'action du Gouvernement.

Ces avis sont communiqués, outre au Ministre fonctionnellement compétent, au Ministre du Développement durable et aux président et vice-présidents du Gouvernement.

Les propositions d'initiative de la cellule d'avis ont une valeur indicative et n'impliquent aucune obligation dans le chef du Ministre destinataire.

Art. 6. La Cellule peut assumer une fonction de conseil auprès de chaque Ministre du Gouvernement, sur simple sollicitation du Ministre fonctionnel. Lorsque son conseil est sollicité par écrit par un Ministre, la Cellule rend celui-ci par écrit au Ministre fonctionnel.

CHAPITRE III. — De l'avis de prise en compte du développement durable

Art. 7. § 1^{er}. Sont soumis obligatoirement, pour avis préalable, à la Cellule les avant-projets de décrets et les projets d'arrêtés du Gouvernement présentant un caractère réglementaire dans les matières suivantes, de la compétence de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

- la politique agricole;
- l'aménagement du territoire;
- la politique de l'énergie;
- l'environnement et la politique de l'eau;
- le logement;
- les travaux publics et le transport;
- la rénovation rurale et la conservation de la nature.

§ 2. Sont soumis pour avis préalable, sauf décision contraire et motivée du Gouvernement, les projets de notes d'orientation, de plans, de stratégies ou appellations assimilées.

§ 3. Sont soumis pour avis préalable tous les projets que le Gouvernement juge opportun de lui soumettre.

§ 4. Les demandes d'avis sont introduites avant la première lecture.

§ 5. La Cellule pourra être sollicitée par le ou les Ministres concernés pour remettre un avis actualisé tout au long du processus d'adoption des décrets et arrêtés du Gouvernement visés au § 1^{er}.

Art. 8. L'avis repose sur un examen préalable de la prise en compte de l'objectif général de développement durable, la définition du développement durable telle que portée par le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable et les principes directeurs inscrits dans ce décret.

A l'occasion de cet examen, l'articulation avec la dernière version de stratégie régionale de développement durable approuvée par le Gouvernement est examinée.

L'articulation avec les dispositifs stratégiques existants et les synergies entre l'amélioration de l'environnement et la création d'emplois par la décision en projet sont également examinées.

Les avis n'intègrent pas de considérations relatives au budget et au financement, à la légalité et à la simplification administrative qui font déjà l'objet d'un processus d'avis spécifique.

Art. 9. L'avis de la Cellule se conclut par des recommandations en vue de renforcer le projet de décision concerné sur le plan de la durabilité.

Ces recommandations n'ont pas de caractère contraignant et ne créent pas d'obligations.

La Cellule remet son avis par écrit au Ministre fonctionnel ainsi qu'au Ministre-Président et au Ministre ayant en charge le Développement durable.

Art. 10. La Cellule peut solliciter des services tous les renseignements en lien avec l'avis requis.

Elle ne peut pas participer à la direction ou à la gestion des services du Gouvernement, ni donner d'ordre tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Art. 11. La Cellule remet son avis dans un délai maximum de 10 jours à compter de la réception du dossier, lequel est introduit par le ou les Ministres porteurs du projet de décision concerné.

Le délai peut être prolongé jusqu'à 20 jours maximum en accord avec le(s) Ministre(s) fonctionnel(s) compétent(s).

Dans les cas d'urgence, les Ministres peuvent réclamer une communication de l'avis dans un délai qu'ils déterminent.

En cas d'absence d'avis remis dans les délais fixés, le texte visé pourra être débattu en Gouvernement et poursuivre le processus d'adoption.

Art. 12. Lorsqu'un Ministre soumet au Gouvernement un des projets de décision visés à l'article 7, il y joint chaque fois l'avis de la Cellule. Le Ministre proposant répond dans sa note aux recommandations émises.

Art. 13. Tout arrêté concerné mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de la Cellule.

CHAPITRE IV. — *Dispositions générales et finales*

Art. 14. Les membres du Gouvernement wallon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 octobre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205727]

3. OKTOBER 2013 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung im Hinblick auf die Einsetzung einer autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verfassung, Artikel 7bis;

Aufgrund des Artikels 87 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die regionale Strategie für nachhaltige Entwicklung, Artikel 9;

Aufgrund des am 15. März 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 25. April 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 25. April 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 28. Juni 2013 abgegebenen Gutachtens des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 11. September 2013 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung*

Artikel 1 - Innerhalb der Abteilung Nachhaltige Entwicklung des Generalsekretariats des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird eine nachstehend "Zelle" genannte Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung eingerichtet.

Art. 2 - Die Zelle untersteht verwaltungstechnisch dem Generalinspektor der Abteilung Nachhaltige Entwicklung.

Art. 3 - Das Personal der Zelle setzt sich aus drei Bediensteten der Stufe A zusammen.

KAPITEL II — *Aufgaben der Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung*

Art. 4 - Die Zelle gibt Gutachten zur Berücksichtigung der Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung nach den in Kapitel III festgelegten Modalitäten ab.

Art. 5 - Die Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung kann auf eigene Initiative jedem Minister für die Zuständigkeitsbereiche, die ihn betreffen, jegliche Empfehlungen übermitteln, die dazu führen können, auf dem Gebiet der nachhaltigen Entwicklung die erwähnten Zielsetzungen zu erreichen, die Wirksamkeit der eingesetzten Mittel zu verstärken, die Arbeitsweise der Dienststellen der Verwaltung zu verbessern und die wirtschaftlichen, umweltbezogenen und sozialen Auswirkungen der Aktion der Regierung zu optimieren.

Diese Gutachten werden nicht nur dem von der Funktion her zuständigen Minister übermittelt, sondern zusätzlich dem Minister für nachhaltige Entwicklung und den Vorsitzenden und stellvertretenden Vorsitzenden der Regierung.

Die Initiativvorschläge der Zelle dienen als Anhaltspunkt und verpflichten den Minister, dem sie übermittelt werden, in keiner Weise.

Art. 6 - Auf einfachen Antrag des von der Funktion her zuständigen Ministers kann die Zelle eine beratende Funktion bei jedem Minister der Regierung ausüben. Wenn ein Minister schriftlich ein Gutachten der Zelle anfordert, gibt diese es schriftlich ab und übermittelt es dem von der Funktion her zuständigen Minister.

KAPITEL III — Gutachten über die Berücksichtigung der nachhaltigen Entwicklung

Art. 7 - § 1. Die Dekret- und Erlassentwürfe der Regierung, die in den folgenden Angelegenheiten verordnenden Charakter besitzen und aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, müssen der Zelle zur vorherigen Begutachtung vorgelegt werden :

- die Agrarpolitik;
- die Raumordnung;
- die Energiepolitik;
- die Umwelt und die Wasserpolitik;
- das Wohnungswesen;
- die öffentlichen Arbeiten und das Transportwesen;
- die ländliche Erneuerung und die Naturerhaltung.

§ 2. Außer im Falle einer anderslautenden und begründeten Entscheidung der Regierung werden die Projekte von Orientierungsdokumenten, Plänen, Strategien oder gleichgestellten Schriftstücken zur vorherigen Begutachtung vorgelegt.

§ 3. Die Projekte werden zur vorherigen Begutachtung vorgelegt, wenn die Regierung dies als zweckmäßig erachtet.

§ 4. Die Anträge auf Gutachten werden vor der ersten Lesung eingereicht.

§ 5. Die Zelle kann von dem bzw. den zuständigen Ministern aufgefordert werden, um während des gesamten Verfahrens zur Verabschiedung der im § 1 erwähnten Dekrete und Erlasse der Regierung ein aktualisiertes Gutachten abzugeben.

Art. 8 - Das Gutachten beruht auf einer vorherigen Prüfung der Berücksichtigung der allgemeinen Zielsetzung der nachhaltigen Entwicklung, der Definition der nachhaltigen Entwicklung auf der Grundlage des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für die nachhaltige Entwicklung und der in diesem Dekret festgelegten Leitlinien.

Im Rahmen dieser Prüfung wird die Verknüpfung mit der letzten durch die Regierung genehmigten Fassung der regionalen Strategie für nachhaltige Entwicklung untersucht.

Die Verknüpfung mit den bestehenden strategischen Mitteln und die Synergien zwischen der Verbesserung der Umwelt und der Schaffung von Arbeitsplätzen durch den geplanten Beschluss werden ebenfalls geprüft.

Die Gutachten umfassen keine Erwägungen über den Haushalt und die Finanzierung, die Gesetzmäßigkeit und die administrative Vereinfachung, die bereits Gegenstand eines spezifischen Begutachtungsverfahrens sind.

Art. 9 - Das Gutachten der Zelle umfasst schlussfordernd Empfehlungen, um den betreffenden Beschlussentwurf auf dem Gebiet der Nachhaltigkeit zu verbessern.

Diese Empfehlungen sind nicht verbindlich und sie haben keine Verpflichtungen zur Folge.

Die Zelle übermittelt ihr Gutachten dem von der Funktion her zuständigen Minister sowie dem Ministerpräsidenten und dem mit der nachhaltigen Entwicklung beauftragten Minister schriftlich.

Art. 10 - Die Zelle ist befugt, von den Dienststellen alle Auskünfte in Zusammenhang mit dem verlangten Gutachten zu beantragen.

Sie darf weder an der Leitung oder Verwaltung der Dienststellen der Regierung beteiligt sein, noch Anweisungen geben, die darauf abzielen, Aktionen zu verhindern oder auszusetzen.

Art. 11 - Die Zelle gibt ihr Gutachten innerhalb einer Frist von höchstens 10 Tagen ab dem Eingang der Akte ab, die durch den bzw. die Minister eingereicht wird, der bzw. die Urheber des Beschlussentwurfs ist bzw. sind.

Im Einvernehmen mit dem bzw. den von der Funktion her zuständigen Minister(n) kann diese Frist auf höchstens 20 Tage verlängert werden.

In dringenden Fällen können die Minister eine Mitteilung des Gutachtens innerhalb einer Frist, die sie bestimmen, anfordern.

Wird das Gutachten nicht innerhalb der festgelegten Friste abgegeben, kann der Text von der Regierung verhandelt werden und wird das Verabschiedungsverfahren weitergeführt.

Art. 12 - Unterbreitet ein Minister der Regierung einen der in Artikel 7 erwähnten Entscheidungsbeschlüsse, so fügt er stets das Gutachten der Zelle bei. Der Minister, der einen Entwurf eingereicht hat, geht in seinen Anmerkungen auf die geäußerten Empfehlungen ein.

Art. 13 - In jedem Erlass ist in der Präambel das Gutachten der Zelle mit Datumsangabe anzuführen.

KAPITEL IV — *Allgemeines und Schlussbestimmungen*

Art. 14 - Die Minister der Regierung werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Oktober 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205727]

3 OKTOBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling met het oog op de oprichting van een autonome adviescel duurzame ontwikkeling

De Waalse Regering,

Gelet op de Grondwet, inzonderheid op artikel 7bis;

Gelet op artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 27 juni betreffende de gewestelijke strategie inzake duurzame ontwikkeling, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 maart 2013; Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 april 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 25 april 2013;

Gelet op het advies van het Sectorcomité nr.XVI, gegeven op 28 juni 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 september 2013;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De adviescel "Duurzame ontwikkeling"*

Artikel 1. Er wordt een adviescel "Duurzame ontwikkeling" opgericht, hierna "Cel" genoemd, binnen het Departement Duurzame ontwikkeling van het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 2. De Cel ressorteert administratief onder de Inspecteur-generaal van het Departement Duurzame ontwikkeling.

Art. 3. Het personeel van de Cel is samengesteld uit drie personeelsleden van niveau A.

HOOFDSTUK II. — *De opdrachten van de adviescel "Duurzame ontwikkeling"*

Art. 4. Cel brengt adviezen uit betreffende het in aanmerking nemen van de principes van de duurzame ontwikkeling overeenkomstig de modaliteiten bepaald in Hoofdstuk III.

Art. 5. De adviescel "Duurzame ontwikkeling" kan, op eigen initiatief, aan elke Minister, ieder wat hem betreft, alle aanbevelingen verstrekken die, op het gebied van Duurzame ontwikkeling, de doeltreffendheid en de doelmatigheid van de ingezette middelen kunnen verhogen, de werking van de diensten van de administratie kunnen verbeteren en de economische, sociale en milieueffecten van de actie van de Regering kunnen optimaliseren.

Naast de functioneel bevoegde Minister worden deze adviezen overgemaakt aan de Minister van Duurzame ontwikkeling en aan de minister-president en vice-ministers-presidenten van de Regering.

De voorstellen tot initiatieven van de adviescel hebben een indicatieve waarde en houden geen verplichting in van de aangesproken Minister.

Art. 6. De Cel kan een adviesfunctie vervullen bij elke Minister, op gewoon verzoek van de functionele Minister. Bij schriftelijk adviesverzoek door de Minister, brengt de Cel een schriftelijk advies uit aan de functionele Minister.

HOOFDSTUK III. — *Het advies van in overwegingname van de duurzame ontwikkeling*

Art. 7. § 1. Aan de instemming van de Cel, voor voorafgaand advies, moeten worden onderworpen de voorontwerpen van decreet en de ontwerp-besluiten van de Regering die een reglementair karakter vertonen in de volgende aangelegenheden, onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest en krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

- het landbouwbeleid;
- de ruimtelijke ordening;
- het energiebeleid;
- het leefmilieu en het waterbeleid;
- de huisvesting;
- de openbare werken en het vervoer;
- de landinrichting en het natuurbehoud.

§ 2. De ontwerpen van beleidsnota's, van plannen, van strategieën of van gelijkgestelde benamingen worden voor voorafgaand advies voorgelegd, behalve andersluidende en gemotiveerde beslissing van de Regering.

§ 3. Alle projecten die de Regering wenselijk acht voor voorafgaand advies te worden voorgelegd.

§ 4. De verzoeken om advies worden vóór de eerste lezing ingediend.

§ 5. De Cel zal door de betrokken Minister(s) kunnen worden geraadpleegd om een geactualiseerd advies uit te brengen tijdens het gehele goedkeuringsproces van de in § 1 bedoelde decreten en besluiten van de Regering.

Art. 8. Het advies is gebaseerd op een voorafgaand onderzoek naar het in aanmerking nemen van de algemene doelstelling van de duurzame ontwikkeling, op de begripsomschrijving van de duurzame ontwikkeling zoals meegedeeld bij het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling en op de richtsnoeren die in dit decreet vervat zijn.

In het kader van dit onderzoek wordt de aansluiting op de door de Regering goedgekeurde laatste versie van de gewestelijke strategie inzake duurzame ontwikkeling, onderzocht.

De aansluiting op de bestaande strategische voorzieningen en de synergieën tussen de verbetering van het leefmilieu en de creatie van werkgelegenheid worden ook onderzocht.

De overwegingen betreffende de begroting en de financiering, de wettelijkheid en de administratieve vereenvoudiging, die reeds het voorwerp uitmaken van een specifiek adviesproces, worden niet in de adviezen geïntegreerd.

Art. 9. Het advies van de Cel wordt afgesloten met aanbevelingen om het betrokken ontwerp van beslissing te versterken op het vlak van duurzaamheid.

Deze aanbevelingen hebben geen bindend karakter en houden geen verplichtingen in.

De Cel brengt schriftelijk advies uit aan de functionele Minister alsook aan de Minister-President en aan de Minister belast met Duurzame ontwikkeling.

Art. 10. De Cel kan de diensten verzoeken om alle inlichtingen in verband met het vereiste advies. Ze mag niet deelnemen aan het beleid noch het beheer van de diensten van de Regering, en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

Art. 11. De Cel brengt haar advies uit binnen een termijn van hoogstens tien dagen te rekenen van de ontvangst van het dossier, dat door de Minister(s) die het betrokken project van beslissing dragen, wordt ingediend.

Met de instemming van de functionele bevoegde Minister(s) kan die termijn met hoogstens twintig dagen worden verlengd.

In dringende gevallen kunnen de Ministers vragen dat het advies wordt meegedeeld binnen een termijn die ze bepalen.

Bij gebreke van advies binnen de voorgeschreven termijnen zal bedoelde tekst kunnen worden besproken binnen de Regering en het goedkeuringsproces zal kunnen worden voortgezet.

Art. 12. Wanneer een Minister een van de ontwerpen van beslissing bedoeld in artikel 7 aan de Regering voorlegt, voegt hij er telkens het advies van de Cel bij. In zijn nota beantwoordt de voordragende Minister aan de voorgestelde aanbevelingen.

Art. 13. In de aanhef van elk betrokken besluit, worden het advies van de Cel en de datum vermeld.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene en slotbepalingen*

Art. 14. De leden van de Waalse Regering worden belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit. Namen, 3 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205725]

3 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, en vue de la mise en place d'une cellule autonome d'avis en développement durable

Le Gouvernement wallon,

Vu la Constitution, l'article 7bis;

Vu l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 27 juin relatif à la stratégie régionale de développement durable pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, l'article 9;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 avril 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 avril 2013;

Vu l'avis du Comité de secteur n° XVI, donné le 28 juin 2013;